

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Filière bois : Ali Bongo Ondimba visite « Akiba Wood Furniture »

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a visité hier le nouveau showroom Akiba Wood Furniture, pionnière dans le domaine. Cette structure est une marque de meubles haut de gamme, fabriqués localement au Gabon, à Nkok, dans le strict respect des normes environnementales et sociales. Ces meubles sont faits en bois certifiés dont l'exploitation tient

compte du développement des communautés locales.

Il s'agit de meubles, mais également de parquets, de fenêtres et de portes, des produits issus de la troisième transformation du bois destinés au marché gabonais mais également exportés dans la sous-région et à l'international. Le magasin Akiba Wood Furniture d'Akanda ouvrira officiellement ses portes au public ce samedi 22 juillet. Il emploie d'ores et déjà près d'une centaine de Gabonais.

Akiba Wood Furniture s'inscrit dans la volonté du numéro un gabonais, qui avait interdit en 2010 l'exportation brute des grumes, de transformer sur place les matières premières extraites au Gabon, de diversifier davantage l'économie et d'assurer sa montée en gamme en créant localement des produits à plus forte valeur ajoutée destinés au marché national, régional, continental et international et créer ainsi davantage d'emplois qualifiés. Considéré comme une « superpuissance verte », le Gabon, pays clé dans le dossier du climat et modèle en matière de préservation de sa forêt, a transformé en quelques années son modèle économique pour allier croissance et environnement et préparer ainsi l'après-pétrole.



Le chef de l'Etat au showroom Akiba Wood furniture hier.

Nouvelle mercuriale : la DGCCRF en opération de sensibilisation

H.N.M
Libreville/Gabon

APRÈS l'entrée en vigueur, le jeudi 20 juillet dernier, sur toute l'étendue du territoire national de la nouvelle mercuriale de 67 produits alimentaires de première nécessité, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a procédé, le mercredi 19 juillet dernier, au lancement d'une opération de sensibilisation auprès des opérateurs économiques. Selon la DGCCRF, l'objectif de cette opération est d'édifier ces derniers sur la nécessité de respecter scrupuleusement cette nouvelle mesure instaurée dans le cadre de la lutte contre la vie chère. Conduits par son premier responsable Luther Steeven Abounga Yangui, accompagné de la directrice générale du commerce (DGC) Zéphirine Etotowa Ntutum, les agents de la DGCCRF ont sillonné, tour à tour, les communes d'Akanda, Libreville et Owendo. "L'État a dérogé aux règles libéralistes économiques du marché pour pouvoir protéger



Les agents de la DGCCRF lors de leur descente de terrain.

ses populations pendant une durée bien déterminée. Pour les autres produits qui ne sont ni homologués ni dans cette mercuriale, les prix sont libres", a expliqué Luther Steeven Abounga Yangui.

Toutefois, le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a tenu à interpeller les agents de la municipalité, les auxiliaires de commandement et la population, à signaler toutes les dérives qu'ils pourraient observer en matière de fixation des prix. Ainsi, ces derniers ont été invités à dénoncer tout manquement grâce à un numéro WhatsApp mis à disposition : 061 00 01 93 et à un numéro vert gratuit : 80 85.

Etiage : une nouvelle unité de production d'eau potable pour soulager 115 000 habitants

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

L'ASSÈCHEMENT de la rivière Nzémé et ses affluents qui alimentent le Grand Libreville en eau potable prend des proportions inquiétantes.

Cette situation à l'origine d'une carence d'eau qui réduit fortement le volume global de la ressource utilisée pour la production d'eau potable, entraîne le phénomène saisonnier d'étiage à partir du mois de juillet jusqu'au retour des pluies en fin septembre. L'urgence de la situation a conduit le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Séverin Oswald Mayounou, accompagné de sa collègue déléguée, à descendre sur le terrain pour s'imprégner de cette réalité. À l'évidence, les deux membres du gouvernement se sont rendus compte du besoin



Le ministre de l'Energie et sa collègue déléguée sur les installations d'eau potable de Ntoun.

urgent de trouver des solutions idoines pour remédier à la situation.

De ce fait, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), grâce à un prêt de BGFIBank, entend construire à Mbomo, situé 15 km de Ntoun sur la route de Cocobeach, une nouvelle unité de production d'eau potable qui, préalablement, produira 35 000 m³ d'eau/j et à terme 70 000 m³/j.

Prévu pour octobre 2024, l'ouvrage va desservir environ

115 000 habitants, y compris pendant la période d'étiage. Mais pour le ministre de l'Energie, "Mbomo est une solution palliative, qui n'est pas pérenne, parce que nous réfléchissons tout de même sur le redémarrage de Ntoun 7, qui va être plus importante que Mbomo. Avec les 35 000m³/jour et à terme les 70 000m³/j qui seront injectés dans le réseau, le problème du déficit en eau potable du Grand Libreville sera substantiellement amélioré".